



République du Rwanda



Ministère de l'Éducation



Union Africaine

Communiqué de presse

Pour publication immédiate

Conférence ministérielle régionale de l'Afrique subsaharienne sur l'Éducation post-2015 - Kigali, Rwanda, 9-11 Février 2015

La conférence ministérielle de la région Afrique subsaharienne sur l'éducation post-2015 s'est terminée dans la capitale rwandaise, Kigali, mercredi 11 février 2015 par l'adoption d'une déclaration commune de tous les partenaires concernés. Lors de cette conférence régionale, les différentes parties prenantes qui incluaient des gouvernements, des organismes des Nations unies, les partenaires bilatéraux et multilatéraux de la coopération, les organisations de la société civile, des représentants des jeunes et les médias ont présenté des exposés.

Au total, 45 pays d'Afrique subsaharienne ont exposé les descriptions des progrès accomplis à ce jour dans l'éducation depuis l'an 2000 ainsi que les examens menés en préparation à l'agenda post-2015 dans leurs pays respectifs. Les questions débattues ont abordé des thèmes allant de l'Éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) et l'Enseignement primaire universel (EPU) aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes et l'alphabétisation des adultes. On a également prêté attention aux questions relatives à la qualité, l'égalité, l'inclusion et l'égalité des sexes dans l'éducation sur le continent africain.

La conférence a noté les progrès remarquables accomplis à ce jour dans le domaine de l'EPPE en ce qui concerne le soutien des agences extérieures grâce à la forte mobilisation sociale et l'engagement politique qui a évolué depuis lors. Le principal point faible observé dans ce domaine est l'insuffisance des financements nationaux.

Le domaine de l'enseignement primaire universel a été le témoin d'une participation communautaire considérable depuis l'an 2000, avec un engagement politique très élevé et un investissement public important et de nombreux pays offrent un enseignement primaire gratuit. Cependant, de graves problèmes ont été constatés en matière de qualité, parmi lesquels signalons les questions relatives aux enseignants, à l'égalité ainsi qu'aux taux élevés d'abandon et de redoublement. La conférence a indiqué que les taux d'achèvement du secondaire se sont améliorés depuis 2000, tant dans le premier cycle que dans le second. Notant également l'expansion significative de l'enseignement et les formations techniques et professionnelles (EFTP), la conférence a révélé que la couverture dans ce domaine avait presque doublé de 356 à 606 apprenants pour 100 000 habitants. L'enseignement supérieur a aussi presque triplé passant de 217 à 636 étudiants pour 100 000 habitants sur le continent.

La conférence a demandé un engagement politique supplémentaire dans les domaines de l'EFTP et du financement national et insisté sur la nécessité de concilier les compétences avec les besoins du marché du travail. Les participants ont aussi demandé au grand public des pays d'Afrique subsaharienne de modifier leur perception négative de l'EFTP. La conférence a noté qu'il restait beaucoup à faire dans le domaine de l'alphabétisation des adultes et a demandé des efforts supplémentaires des gouvernements et de tous les partenaires et parties prenantes de ce sous-secteur. Tout en notant le manque d'engagement politique dans ce domaine et le fait qu'il ne constitue pas un objectif prioritaire pour de nombreux pays, la conférence a demandé une mobilisation sociale plus importante de façon à susciter l'acceptation de ce sous-secteur.

La conférence a indiqué que malgré les progrès accomplis dans le domaine de l'égalité entre les sexes résultant de l'incorporation de la dimension genre dans les politiques de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les politiques continuent de se heurter à des stéréotypes culturels bien enracinés et au phénomène du mariage et des grossesses précoces toujours endémiques sur le continent.

La conférence a noté que la qualité de l'éducation a été compromise à de nombreux égards. Bien que les ministres de l'Éducation aient été mobilisés pour se concentrer sur les questions de la qualité avec des efforts considérables des partenaires extérieurs de la coopération, donnant lieu de diverses façons à l'amélioration des programmes scolaires et à des réformes, plusieurs faiblesses subsistent. L'une des principales est l'évolution presque neutre, voire négative dans certains cas, du financement pendant cette période. Citons également la faible motivation des enseignants qui a compromis la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne. Le recrutement massif d'enseignants contractuels et communautaires, avec peu ou aucune supervision, a laissé beaucoup à désirer. De plus, la question de la mise à disposition de manuels scolaires ou leur absence a eu un impact négatif sur la qualité dans les écoles subsahariennes. Là où les manuels sont disponibles, ils ne sont pas toujours adaptés aux programmes scolaires.

Notant la faiblesse des résultats d'apprentissage dans certains pays, la conférence a signalé que le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, ou PASEC, a révélé à quel point les élèves atteignant le niveau minimal étaient trop peu nombreux, en particulier en lecture en Afrique de l'Ouest (35 % des élèves de primaire du niveau 5 atteignent le niveau minimal en lecture dans 5 pays). De plus, le Consortium d'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ) a également révélé des problèmes plus importants en mathématiques, en particulier en Afrique australe (28 % des élèves de primaire du niveau 6 atteignent le niveau minimal en mathématiques dans 9 pays).

La conférence ministérielle de la région Afrique subsaharienne sur l'éducation post-2015 en Afrique subsaharienne s'est tenue dans le contexte du mouvement mondial qui se mobilise en vue de la définition de l'agenda de développement post-2015. Afin d'éclairer cet agenda mondial qui portera également sur le secteur éducatif, les États membres de l'UNESCO examinent de manière critique les progrès accomplis pour atteindre l'Éducation pour Tous (EPT), les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs fixés en l'an 2000. À la suite de consultations avec les parties prenantes de l'éducation, il a été convenu d'ancrer l'agenda de l'éducation post-2015 dans une perspective tout au long de la vie et sectorielle qui abordera l'accès, l'égalité et la qualité pour tous – enfants, jeunes et adultes – à tous les niveaux de l'enseignement (de l'EPPE à l'enseignement supérieur et

l'apprentissage des adultes) et dans tous les modes de prestation (formel, non formel et informel).

La région Afrique s'est aussi organisée pour veiller à inscrire la perspective africaine dans les objectifs mondiaux de développement durable de l'après 2015. L'Union africaine a donc galvanisé les chefs d'État et de gouvernement afin qu'ils rédigent la Position commune de l'Afrique (PCA) post-2015, document qui a été lancé conjointement par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique des NU et la Banque africaine de développement. Il convient de noter que la PCA traite de l'éducation, la formation et la recherche et ne considère pas seulement l'éducation comme un droit humain, mais aussi comme l'outil le plus important pour réaliser toute la gamme des objectifs de développement grâce au développement des capacités humaines et au renforcement des compétences scientifiques, technologiques et d'innovation.

L'UNESCO, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, le gouvernement du Rwanda et d'autres partenaires de l'EPT, a organisé la conférence ministérielle de la région Afrique subsaharienne sur l'éducation post-2015 à Kigali au Rwanda du 9 au 11 février 2015.

Contacts avec les médias :

M. Lawalley Cole, Coordonnateur, Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (GT COMED), Email : l.cole@afdb.org
Tél. : +216 7110 3503

Mme. Juliette Nyiraneza, Responsable des relations extérieures et de la communication, Ministère de l'Education, Kigali, Rwanda, Email: juliettenyiraneza@gmail.com
Tel.: +250 788755631

Mme. Anne Muller, Gestionnaire de KMS, UNESCO, Bureau régionale pour le Sahel, Dakar, Sénégal, Email: a.muller@unesco.org
Tel.: +221 33 869 96 00